



Le [Syndicat des musiques actuelles](#) (SMA) a 20 ans et plus de trois cents de ses membres — il en compte 600 — sont venus fêter cet anniversaire du 15 au 17 septembre au [106](#) à Rouen. Trois jours de congrès avec des débats de haute qualité pour dresser des bilans, affirmer l'utilité sociale du secteur, interroger ses mutations et ses fragilités, défendre la diversité des esthétiques et s'armer à quelques mois des échéances électorales. Entretien avec Stéphane Krasniewski, président du SMA et directeur du festival des [Suds](#) à Arles.

Le Syndicat des musiques actuelles fête en 2025 ses 20 ans. Est-ce que ces deux décennies ont été l'âge d'or des musiques actuelles ?

Je ne sais pas si ces vingt années sont été l'âge d'or des musiques actuelles. En revanche, elles ont été les années de la maturité. Les lieux, les festivals, le milieu de la production se sont structurés. Un outil comme le SMA a accompagné ces mutations. D'un point de vue fonctionnel, la filière s'est transformée.

Aviez-vous constaté une attente ?

Oui parce que nous étions dans une zone grise. Il y avait besoin de structurer la filière. Un syndicat comme le SMA permet d'être entendu par les collectivités et de peser dans les négociations collectives. Il y avait des enjeux.

Quelles sont les particularités du SMA ?

Il a deux particularités. La première, c'est un syndicat de filière avec 600 adhérents, comme des lieux, des festivals, des producteurs, des labels... Nous négocions dans trois conventions collectives. Autre spécificité : le SMA est un syndicat de territoire. Il a un très fort maillage dans les régions. Ce qui fait sa singularité.

Et sa force aussi ?

De fait, une force. Lorsque nous avons besoin d'obtenir un arbitrage favorable, nous pouvons mobiliser sur tout le territoire.

Est-ce que ces vingt années ont été un moment de combat ?

Oui, bien sûr. C'était nécessaire pour faire reconnaître la place des musiques actuelles dans les politiques culturelles, pour obtenir un meilleur soutien, préserver des acquis, imposer la parité, la diversité, la transition écologique. Tout cela est au cœur de nos préoccupations.

Quel est l'état de santé du secteur des musiques actuelles ?

C'est un secteur qui va bien lorsque l'on regarde la fréquentation des salles et des festivals et le dynamisme de la création. Il faut cependant apporter des nuances. Tout dépend des territoires et des partenariats noués avec les pouvoirs publics. De plus, nous avons traversé plusieurs crises. Nous avons été frappés de plein fouet par les crises sécuritaire et sanitaire. Arrivent les crises écologique et identitaire. Les musiques actuelles subissent des attaques fréquentes et régulières et voient leur utilité sociale remise en cause. C'est un combat que l'on pensait avoir gagné.

Qui souffre le plus ?

Ce sont surtout les festivals qui font l'actualité. Ils n'arrivent plus à être à l'équilibre. Les charges augmentent plus vite que les recettes. Alors qu'ils ont un taux de remplissage élevé. Beaucoup seront en danger dans un ou deux ans. Pour

limiter les déficits, certains réduisent d'une journée ou d'une scène, passent en biennale. Le lien avec le public, la filière, le territoire s'atténue et cela profite à des opérateurs privés. Parfois, il peut même y avoir une demande de changement de modèle de la part des collectivités locales. Il y a un travail de pédagogie à effectuer pour préserver une pluralité de l'offre musicale. Jusqu'alors le secteur des musiques actuelles a fait preuve de résilience. Là, on arrive à l'os.

Quels sont les enjeux désormais ?

Il faut convaincre et mobiliser. Il faut trouver les moyens pour que nos salles et nos festivals se pérennisent. C'est à nous de trouver de nouvelles formes de production et de diffusion. Nous travaillons dans plusieurs directions. Nous réfléchissons à de nouvelles conditions de subvention, à une demande de moyens supplémentaires. Il y a là un enjeu de démocratisation. Cette politique publique est d'intérêt général.

Durant le congrès, il a été rappelé une liberté de créer.

Il y a une liberté de créer, de programmer et d'accueillir. Depuis une petite dizaine d'années, nous avons constaté de plus en plus d'entorses parce qu'un artiste a tenu des propos qui ont déplu, que le comportement du public n'est pas en phase. Ça, nous ne pouvons pas l'admettre. Par le biais d'une pression politique, il y a une censure qui est inacceptable. L'objectif est d'aboutir à une autocensure. C'est une pratique très perverse. Il est impératif d'intervenir dès maintenant.

La musique, c'est politique ?

J'estime, quand on exerce ces métiers, quand on décide d'investir l'espace public, quand on donne la parole aux artistes, c'est politique. Programmer de la musique, c'est un geste politique. Parce que je suis concerné par le devenir de la cité. Quand j'invite le Trio Joubran au festival des Suds, c'est politique.

Il y a un autre enjeu, l'intelligence artificielle. C'est un sujet qui a été peu abordé lors du congrès.

C'est vrai. Nous nous sentons concernés par tout le volet création. Nous le constatons aussi, la création artificielle inonde les plateformes. L'intelligence artificielle est un outil qu'il nous faudra dompter et domestiquer.